

Book Reviews/Comptes rendus

JEAN-PIERRE CHARLAND, *Les élèves, l'histoire et la citoyenneté. Enquête auprès d'élèves des régions de Montréal et de Toronto*. Québec: Les Presses de l'Université de Laval, 2003, 349 p. 35\$.

Voici un livre instructif qui permet de prendre du recul sur l'évolution du rôle de l'enseignement de l'histoire dans le développement de l'éducation à la citoyenneté durant ces dernières années. Charland rappelle que selon les directives officielles, cet enseignement doit servir à comprendre le présent et permettre de maîtriser la méthode historique. Son objectif final est la formation du futur citoyen. Durant la période de leur vie où se développe chez les jeunes l'identité individuelle et collective, la consolidation d'un rapport au passé permet d'explicitier le présent et de se mobiliser pour la construction de l'avenir. Selon Charland, l'examen des programmes d'histoire ou d'éducation civique des pays occidentaux reflète une forte impression de déjà-vu. Partout, on s'interroge sur la possibilité du vivre-ensemble et sur l'existence de valeurs communes dans un contexte de difficultés économiques, de forte immigration, de changements techniques accélérés, de mondialisation des échanges et de l'impuissance apparente des gouvernements nationaux.

La première question de recherche de Charland concerne la conception de l'histoire comme discipline scolaire, sa valeur et son utilité. Il s'agit de voir comment les jeunes d'aujourd'hui définissent la discipline et apprécient sa contribution à leur formation. La seconde question revoie aux interrogations identitaires. Elle atteste d'une préoccupation, sinon d'une inquiétude, face à l'hétérogénéité des appartenances culturelles des publics scolaires dans les grandes villes. La troisième question traite de l'actualisation des valeurs démocratiques. Il s'agit de vérifier si l'enseignement de l'histoire a permis l'apprentissage de compétences transférables dans la pratique de la citoyenneté et dans la vie de la Cité. Toutes ces questions visent à vérifier si les programmes d'histoire dispensés dans les écoles permettent de former des citoyens informés et responsables. Charland estime à juste titre qu'il n'y a pas de meilleur moyen de le savoir que de le demander aux élèves eux-mêmes.

Les résultats de l'enquête de Charland sont édifiants. Aux yeux des élèves des écoles québécoises, l'histoire est la discipline la moins utile comparativement aux autres disciplines scolaires. Près de 20% des élèves la trouvent ennuyante, et au moins autant ont été indécis. Une proportion significative (13%) ne lui trouve pas une fonction essentielle dans la sensibilisation aux questions d'intérêt public. Les garçons dont les parents

ne sont pas canadiens reconnaissent moins d'utilité à l'histoire. Les plus négatifs sont les élèves qui reçoivent de mauvaises notes dans cette discipline. A l'inverse, les élèves dont les deux parents sont canadiens, recevant de bonnes notes, et possédant beaucoup de livres, sont les plus positifs. Si l'histoire paraît la moins utile des disciplines scolaires, elle vient toutefois au premier rang, à très peu de distance des sciences, quant à l'intérêt que suscite son apprentissage.

Pour les élèves, la discipline « histoire est donc plus intéressante qu'utile » en comparaison avec d'autres matières figurant au programme en raison notamment de sa « faible valeur marchande ». Toutefois, cet intérêt ne semble pas se répercuter dans les réponses factuelles aux diverses questions demandant aux élèves de se prononcer sur les caractéristiques de périodes historiques passées. Selon Charland, il est étonnant de voir autant d'élèves afficher leur indécision sur des sujets qui devraient leur être familiers, en vertu des programmes parcourus. Les valeurs les plus chères aux adolescents identifiées par cette étude appartiennent à la sphère privée. L'intérêt pour les droits de la personne exprime un attachement à l'« intimité domestique plutôt qu'à la démocratie ». Les lieux d'appartenance traditionnels, le pays, la nation, l'ethnie ou l'Eglise, laissent la majorité d'entre eux plutôt indifférents. S'ils accordent de l'importance au pacifisme et à la solidarité, la politique n'exerce que peu d'attrait.

On peut regretter que l'auteur n'a pas développé les liens étroits qui existent pourtant entre enseignement de l'histoire, éducation à la citoyenneté et éducation interculturelle. En effet, il est indéniable que les doutes émis sur la capacité de l'école d'organiser et d'accompagner le « vivre ensemble » sont liés à l'hétérogénéité culturelle sans précédent dans les écoles des grandes métropoles canadiennes. Cette hétérogénéité interroge en dernière instance le choix des contenus de l'enseignement de l'histoire : « Faut-il enseigner aux élèves d'origine haïtienne à Montréal l'histoire du mouvement national québécois ou l'histoire de l'abolition de l'esclavagisme à Haïti ? ». La réponse la plus facile serait de dire les deux. Pourtant, tout éducateur sait que l'on doit faire des arbitrages puisque le temps scolaire n'est pas extensible.

Il est difficile de résumer un livre basé sur une importante recherche empirique et de montrer toutes ses richesses. Le texte est rigoureux et sa lecture n'est jamais fastidieuse malgré la taille de l'ouvrage. L'ensemble des informations contenues dans ce livre sera très utile à ceux qui veulent avoir une vue d'ensemble sur le rôle de l'enseignement de l'histoire dans l'éducation à la citoyenneté.

Akkari Abdeljalil, Haute Ecole Pédagogique